



CHAPITRE 123

CHAPTER 123

Loi modifiant la charte de la cité de Magog An Act to amend the charter of the city of Magog

[Sanctionnée le 4 février 1960]

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Magog a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité, et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 1 Edouard VIII, chapitre 7, modifiée par les lois 2 George VI, chapitre 114; 9 George VI, chapitre 84; 12 George VI, chapitre 65; 14 George VI, chapitre 104; 14-15 George VI, chapitre 81; 15-16 George VI, chapitre 78; 4-5 Elizabeth II, chapitre 86, et 7-8 Elizabeth II, chapitre 75, soit de nouveau modifiée afin de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
aa. 68a,
68b, aj.
pour la
cité.

1. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 68, les articles suivants:

Commis-
sion du
tourisme
autorisée.

"68a. Le conseil est autorisé à constituer, par règlement, une commission du tourisme, composée de pas moins de cinq membres, ni de plus de sept, dont trois échevins et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil municipal, les qualités requises pour en faire partie.

Consti-
tution.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

WHEREAS the city of Magog has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 Edward VIII, chapter 7, amended by the acts 2 George VI, chapter 114; 9 George VI, chapter 84; 12 George VI, chapter 65; 14 George VI, chapter 104; 14-15 George VI, chapter 81; 15-16 George VI, chapter 78; 4-5 Elizabeth II, chapter 86, and 7-8 Elizabeth II, chapter 75, be again amended to grant it more ample powers;

Preamble.

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 68, the following sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 68a,
68b,
added.
for city.
Tourist
commis-
sion au-
thorized.

"68a. The council is authorized to establish, by by-law, a tourist commission composed of not less than five members nor more than seven, three of whom shall be aldermen and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the municipal council, are qualified to be members thereof.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

Consti-
tution.

Durée
d'office.

Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.

Attribu-
tions, etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil; sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions, en lui transmettant des rapports signés, soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil.

Constitu-
tion, etc.,
autorisée.

"68b. 1. Le conseil de la cité est autorisé à constituer et à nommer une commission permanente connue sous le nom de "Centre Sportif Magog", pour les fins énoncées ci-après.

Centre
civique.

2. La commission sera chargée de construire, aménager, entretenir et administrer dans la cité de Magog un centre civique comprenant une patinoire et toutes les activités sportives qui peuvent avoir lieu dans un tel centre.

Composi-
tion.

3. La commission sera composée de sept membres, dont trois échevins et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ou des environs, ayant, dans l'opinion du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

Terme
d'office,
etc.

4. Le terme d'office des membres sera d'un an, à compter du premier mars de chaque année, et sera renouvelable. Au cas de décès, ou de résignation d'un membre ou d'incapacité ou de refus de remplir ses fonctions, pendant le cours de son terme, son successeur sera nommé pour le reste de ce terme. Le fait de ne pas assister à trois assemblées consécutives de la commission, sans explication satisfaisante de la part d'un membre, sera réputé une incapacité ou un refus d'agir et rendra sa fonction vacante.

Aucune
rémuné-
ration.

5. Les membres, comme tels, ne toucheront aucune rémunération pour l'exercice de leur charge.

Pouvoirs
de la
commis-
sion.

6. La commission aura les pouvoirs suivants:

a) nommer parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier;

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.

Term of
office.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council; on request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

Attribu-
tions, etc.

Any project involving expenditure of money must be previously authorized by the council.

"68b. 1. The city council is authorized to establish and appoint a permanent commission known as "Magog Sports Centre", for the purposes hereinafter stated.

Establish-
ment,
etc., au-
thorized.

2. The commission shall be charged with building, equipping, maintaining and administering, in the city of Magog, a civic centre including a skating-rink and all the sports activities which may take place in such centre.

Civic
centre.

3. The commission shall be composed of seven members, three of whom shall be aldermen and the others chosen from among the citizens of the city or vicinity who, in the opinion of the council, are qualified to be members thereof.

Composi-
tion.

4. The term of office of the members shall be one year, from the first of March of each year, and shall be renewable. In case of the death or resignation of a member or of his inability or refusal to perform his duties, during his term of office, his successor shall be appointed for the remainder of such term. Failure by a member to attend three consecutive meetings of the commission, without satisfactory explanation, shall be deemed to constitute inability or refusal to act and shall render his office vacant.

Term of
office,
etc.

5. The members, as such, shall receive no remuneration for their services.

No
remune-
ration.

6. The commission shall have the following powers:

Powers of
commis-
sion.

a. to appoint from among its members, a chairman, a vice-chairman, a secretary and a treasurer;

b) nommer un gérant pour l'administration et lui payer un salaire jugé opportun;

c) recevoir au nom de la cité les dons mobiliers, en nature ou en argent, par voie de subventions, de donations entrevifs et testamentaires, de garanties ou de toute autre manière, et les verser au fonds général de la cité;

d) recueillir des fonds au moyen de souscriptions publiques pour la construction, l'aménagement et le maintien du "Centre Sportif Magog";

e) adopter des règlements pour sa régie interne;

f) signer tous les effets de commerce sous la signature du président ou du vice-président ou du trésorier ou de deux de ceux-ci;

g) administrer, sans qu'aucune autre approbation ne soit requise que celle de la commission, le budget annuel qui lui sera voté par le conseil de la cité.

Quorum.

7. Le quorum des assemblées de la commission sera de quatre membres.

Pouvoirs additionnels.

8. En suivant toutes les formalités imposées par la loi, quant aux pouvoirs d'emprunt:

a) La corporation de la cité de Magog est autorisée à emprunter pour fins de constructions du "Centre Sportif Magog" les montants qu'elle jugera convenables, mais ne dépassant pas la somme de deux cent mille dollars, en suivant les formalités ordinaires de la loi;

b) Les compagnies relevant de l'autorité législative de la province sont autorisées à faire à la commission les donations qu'elles estimeront opportunes;

c) Le conseil de la cité est autorisé à voter annuellement à même le fonds général et les souscriptions et autres, les sommes d'argent nécessaires à la commission pour ses fins d'administration.

Donations.

9. Les donations consenties en vertu de la présente loi sont soustraites à l'application des articles 776 et 787 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constitue est signé par le donateur ou, quant aux compagnies, dès l'entrée en vigueur de la résolution."

b. to appoint a manager for the administration and pay him a salary deemed suitable;

c. to receive in the name of the city moveable gifts, in kind or in money, by way of grants, gifts *inter vivos* and by will, guarantees or in any other manner, and pay them into the general funds of the city;

d. to raise funds through public subscriptions for the erection, equipping and maintenance of the "Magog Sports Centre";

e. to make regulations for its internal management;

f. to sign all commercial instruments under the signature of the chairman or vice-chairman or treasurer or of two of them;

g. to control, without any other approval than that of the commission, the annual budget voted to it by the city council.

7. The quorum at meetings of the commission shall be four members. Quorum.

8. On following all the formalities imposed by law as to borrowing powers: Additional powers.

a. The corporation of the city of Magog is authorized to borrow for the construction of the "Magog Sports Centre" such sums as it deems suitable, but not exceeding two hundred thousand dollars, in accordance with the ordinary formalities of the law;

b. The companies under the legislative authority of the Province are authorized to make to the commission such gifts as they deem expedient;

c. The city council is authorized to vote annually out of the general funds and subscriptions and other sources, the sums of money necessary for the administration of the commission.

9. Gifts made under this act shall not be subject to the application of articles 776 and 787 of the Civil Code. They may be made under private signature and shall be valid and deemed accepted as soon as the writing evidencing them is signed by the donor or, in the case of companies, upon the coming into force of the resolution." Gifts.

S.R.,
c. 233,
a. 527a,
aj., pour
la cité.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 527, le suivant:

Amende.

"**527a.** Nonobstant l'article 398, dans tous les cas où le conseil réclame l'amende ou l'emprisonnement ou les deux en vertu de l'article 527, l'amende doit être au moins égale au montant de droits ou taxes allégués dans la plainte, et le contrevenant doit de plus être condamné au paiement des frais. Si le contrevenant paie dans les huit jours après conviction l'amende et les frais, tel paiement vaudra comme paiement de la licence ou du permis pour l'année de licence pendant laquelle se trouvait la période alléguée dans la plainte, pourvu que le nombre maximum de telles licences ou de tels permis, fixé par règlement du conseil, ne soit pas déjà octroyé, et que le contrevenant ait par ailleurs rempli toutes les autres obligations requises pour l'octroi du permis ou de la licence.

Validité.

De plus, pour que tel paiement de l'amende et des frais vaille comme paiement de la licence ou du permis dans les cas où une licence du gouvernement de la province est requise, il faudra que celle-ci ait été obtenue et produite au préalable au bureau du secrétaire-trésorier."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 527, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 527a,
added,
for city.

Fine.

"**527a.** Notwithstanding section 398, whenever the council claims a fine or imprisonment or both in virtue of section 527, the fine shall be at least equal to the amount of dues or taxes mentioned in the complaint, and the offender shall be furthermore condemned to pay the costs. If the offender pays such fine and costs within eight days after conviction, such payment shall be considered as the payment of the license or permit for the license year in which is included the period mentioned in the complaint, provided that the maximum number of such licenses or permits, determined by by-law of the council, be not already granted, and that the offender has also fulfilled all of the other obligations required for the granting of the permit or license.

Furthermore, in order that such payment of the fine and costs be considered as payment of the license or permit in cases when a provincial government license is required, such license must previously have been obtained and produced at the secretary-treasurer's office."

Validity.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.